

62^e CONGRES



RAPPORT D'ACTIVITE

PAR

RENE MAURICE

Cher Camarade,

Notre 62^e congrès s'ouvre au moment même où une fois de plus, l'université se trouve au centre d'un grand débat dans le pays.

Une fois de plus, les exigences des étudiants seront confrontées aux projets ministériels. l'histoire récente de ces projets gouvernementaux nous a appris que jusqu'à présent il ne pouvait pas y avoir accord du syndicalisme étudiant à un projet malthusien visant à aggraver la situation ~~vécue~~ par les étudiants et l'université.

MAIS QUELLE EST LA SITUATION D'UN ETUDIANT EN 75 ?

Les étudiants ne constituent pas une catégorie privilégiée de la population. Comme elle, ils connaissent l'incertitude quotidienne et l'inquiétude pour l'avenir. S'il est vrai que leur origine sociale confère aux étudiants une certaine hétérogénéité, la grande majorité d'entre eux a en commun des motifs de mécontentement à chaque moment de leur vie d'étudiant. Comme jeunes, ils subissent les pressions exercées sur toute la jeunesse, qui les conduisent à vivre dans des conditions difficiles ; comme étudiants ils doivent chaque jour lutter pour mener à bien leurs études, les poursuivre jusqu'à leur terme, et obtenir un métier.

Comment vit un étudiant en 75 ?

Les hausses générales du coût de la vie, auxquelles s'ajoutent les hausses particulières des tarifs des oeuvres universitaires, des droits d'inscription, du matériel universitaire frappent durement le budget de l'étudiant.

L'étudiant se voit contraint de rogner sur tout ce qui ne lui est pas absolument indispensable pour poursuivre ses études. Selon une enquête de l'UNEF, 60 % des étudiants vivent avec moins de 500 F. par mois. L'étudiant fait des économies sur sa santé, ses loisirs, quand ce n'est pas sur sa nourriture ou son habillement. Il loge le plus souvent dans des conditions d'hygiène lamentables, et pourtant 30 % des étudiants payent un loyer compris^s entre 300 et 500 F.

La même enquête montre que le salariat étudiant est la principale manifestation de la sélection sociale à l'université : 54 % des étudiants sont salariés et 11 % sont en quête d'un emploi, un quart travaillant la nuit, et 85 % d'entre eux travaillant toute ou partie de leurs vacances scolaires. On ne s'étonnera pas dans ces conditions que deux étudiants sur

trois sortent de l'université sans diplôme, et qu'un étudiant sur deux quitte l'université avant la fin du premier cycle.

Faire ses études : un problème quotidien !

Etudier dans de bonnes conditions relève aujourd'hui de l'exploit. Le manque de professeurs, d'assistants, provoque la surcharge des amphis, des T.D., suscite le découragement et l'absentéisme aux cours. Les bibliothèques ne disposent pas en nombre suffisant des livres les plus fondamentaux. Les laboratoires scientifiques ne permettent pas aux étudiants de faire toutes les expériences nécessaires à leurs études. Les laboratoires de langues sont en nombre notablement insuffisant.

Les modalités actuelles du contrôle des connaissances constituent autant de barrages sélectifs destinés à dissuader la grande majorité des étudiants de poursuivre leurs études. Quant au contenu de l'enseignement, il apparaît de plus en plus aux étudiants comme coupé de toute réalité, inapte à les préparer à la vie professionnelle.

Les étudiants sont inquiets pour leur avenir !

Les étudiants sont inquiets pour leur avenir. Ils sont à l'université pour être formés et obtenir un métier, et c'est par milliers que se comptent les diplômés qui ne trouvent pas de travail correspondant à leur qualification. L'étudiant diplômé et chômeur devient l'image de marque de l'université d'aujourd'hui.

Près de 30 % des étudiants munis d'un **DUT** ne trouvent pas d'emploi dans l'année qui suit l'arrêt de leurs études.

De 40 à 50 % des étudiants possesseurs d'une licence de lettres sont encore maîtres auxiliaires, cinq ans après l'obtention de leur diplôme. Les étudiants reconnus aptes au CAPES se voient malgré tout écartés des postes titulaires. Des dizaines de milliers en CAPES et AGREG échouent à ces concours faute de postes créés. Or il y aura cette année 400 postes en moins à l'Agrégation, 1 000 postes en moins au CAPES et au CAPET, suppression de 400 postes dans les centres de formation de PTA, alors que 100 postes seulement sont créés à l'ENSET pour les nouveaux recrutements au niveau des certifiés (CAPET B3 et B4).

LA SITUATION DES UNIVERSITES EST DRAMATIQUE

D'Amiens à Jussieu, de Nancy à Orsay, de Strasbourg à Vincennes, de Rouen à Grenoble, il n'est pas d'université en France, qui ne se débâte contre l'asphyxie budgétaire. La pénurie qui caractérise la situation des universités alimente la dégradation des conditions d'études : le chauffage est restreint, voire supprimé, les crèches inexistantes, les locaux trop petits ou vétustes.

Ce sont les études de centaines de milliers d'étudiants qui sont compromises, la formation de milliers d'ingénieurs, de médecins, de professeurs, de juristes, de techniciens, qui est mise en question, la recherche qui est sacrifiée.

Malgré la protestation de nombreux présidents d'universités, et de conseils de gestion, le budget 1975 est pratiquement resté identique à lui-même : un budget d'austérité et de régression, de croissance zéro dans les domaines scientifiques et culturels, alors qu'il faudrait 300 millions de francs supplémentaires pour répondre aux besoins des universités.

En ce qui concerne les crédits de fonctionnement l'augmentation réelle est de 5 % cette année contre 6,1 % en 1974 qu'il faut comparer à la hausse réelle des prix de l'ordre de 16 % ce qui aboutit à une diminution de 11 %.

En ce qui concerne la création d'emplois le budget de cette année voit leur nombre chuter brutalement et passer de 1 300 en 1974 à 203 pour 1975 alors qu'entre 1967 et 1970 le rythme était de 2 000 à 2 500.

Au-delà de ces conséquences corporatives, ce blocage quasi absolu des carrières universitaires a de graves conséquences scientifiques : vieillissement des équipes, immobilisme géographique, entraînant une menace de stérilisation de l'effort universitaire de recherche.

Quoi d'étonnant alors, à ce que de plus en plus d'étudiants se demandent ce qu'ils font à l'université quand celle-ci ne leur assure ni la possibilité d'étudier dans des conditions normales, ni une garantie pour l'avenir ?

L'UNIVERSITE NE PEUT PAS JOUER SON ROLE

L'université est dans l'impasse ! Elle n'assure plus son rôle dans la vie du pays : former les cadres à tous les niveaux - ~~donc~~ la France a besoin.

Les besoins du pays exigent le développement des formations supérieures, l'augmentation du nombre d'étudiants et la démocratisation du recrutement dans les universités.

On manque de médecins et le numerus clausus élimine des milliers d'étudiants dès la première année.

On manque d'enseignants et le ministère refuse d'augmenter le nombre de postes aux concours. Pire, cette année, il y aura encore mille postes de moins que l'an passé, et il est prévu la suppression totale dans certaines disciplines.

On manque de professeurs en éducation physique et sportive, et Monsieur Mazeaud refuse de porter à 3 000 les postes au CAPEPS. On manque d'ingénieurs, de techniciens, et on poursuit la coupure entre les grandes écoles et l'université, tandis que les DUT et BTS ne sont toujours pas reconnus dans les conventions collectives et que le ministère se refuse à créer de nouvelles maîtrises de sciences et techniques. C'est un gâchis considérable qui se fait ainsi, au détriment des intérêts des étudiants comme de l'ensemble de la population.

Le Plan HABY - SOISSON VISE A AGGRAVER CETTE SITUATION

Cette situation, ce ne sont ni les étudiants, ni les enseignants ni le personnel administratif qui l'ont créée.

Elle est le résultat de la politique universitaire menée depuis des années par les différents ministres de l'Education Nationale avec l'accord des gouvernements correspondants.

L'asphyxie des universités, le refus d'augmenter substantiellement le nombre et le taux des bourses, la mise en place de barrages sélectifs, le déficit des oeuvres universitaires, les tentatives d'étranglement de la MNEF, ce sont eux qui en sont les premiers responsables. Aujourd'hui, un ensemble de projets est sorti des cartons du ministère qui vise à mettre ^{en place} un "système éducatif pour l'an 2 000". Mêmes'il s'articule en trois volets distincts, projet Lesur pour les pré-scolaires, projet Haby pour le primaire et le secondaire, projet Soisson pour le supérieur, nous n'avons pas affaire à une simple juxtaposition de textes mais à un tout cohérent ayant comme piliers essentiels l'austérité et la sélection sociale.

à chaque Université de mettre en place en plus des critères d'entrée spécifiques et, je le cite "de monter la barre très haut" - on le voit les rôles sont bien partagés. La sélection qui sévit à l'Université étant par trop voyante, aujourd'hui, avec le projet Haby, on préfère mettre en place des barrages sélectifs avant, permettant une évacuation progressive et discrète des élèves et lycéens.

2) Plan SOISSON

Si monsieur Haby a comme tâche d'empêcher les futurs étudiants d'arriver jusqu'à la porte des universités, le rôle de monsieur Soisson est d'en accélérer le départ. Avec M. Soisson c'est une nouvelle étape du démantèlement des universités qui s'amorce. Sous couvert d'une politique d'austérité, c'est en fait la remise en cause du service public qu'est l'Université que le Secrétaire d'Etat est en train d'amorcer. Non seulement rien n'est fait pour améliorer la situation actuelle, mais c'est au contraire un véritable assaut qui se prépare avec force démagogie contre l'université et les étudiants, et qui vise particulièrement quatre secteurs : l'aide sociale aux étudiants, le financement des universités, la formation des étudiants, et la mise en place d'une carte universitaire.

1 - Aide sociale aux étudiants -

2 - Le budget des universités :

L'objectif est clair : à la fois faire payer le financement des universités par les collectivités locales et les usagers que sont les étudiants, et en même temps contraindre les universités pour combler leur déficit à recourir au patronat en mettant certains de leurs instituts ou U.E.R. à sa disposition en devenant prestataires de services. On sait où une telle politique a conduit l'Institut Pasteur.

3 - La formation des étudiants :

Outre la mise en place de ce concours d'entrée en faculté, le secrétaire d'Etat aux universités, comme M. Haby, veut organiser l'enseignement supérieur en trois cycles de deux ans, chacun débouchant sur un pallier sélectif. Le deug rebaptisé licence constituerait le principal barrage, la grande masse des étudiants étant dissuadée

de commencer un second cycle, ne donnant aucune formation professionnelle et dont le diplôme intermédiaire, la licence actuelle, serait supprimée, alors qu'elle est actuellement requise des candidats au CAPES et autres concours de la fonction publique (cadres A). La supprimer dans ces conditions reviendrait donc, soit à abaisser le niveau de préparation à ces concours, soit à éliminer de leur préparation un grand nombre d'étudiants ; de toute façon, cette suppression exercerait d'abord un fort pouvoir dissuasif sur les titulaires du deug, en les écartant "spontanément" d'études de maîtrise à parcourir en deux ans sans sortie intermédiaire sanctionnée par un diplôme national. La suppression de cette sortie à bac + 3 ne permettrait plus la préparation à ce niveau de nombreux concours de la fonction publique, spécialement le CAPES. Quant au 3e cycle, la circulaire Dischamps prétend imposer aux universités un numérus clausus et la concurrence pour la préparation des thèses et des doctorats d'Etat.

A ces mesures mises en place pour décourager le plus grand nombre d'étudiants de s'engager dans des voies longues, s'ajoutent des mesures complémentaires telles que le maintien de l'isolement ségrégatif des IUT malgré les affirmations antérieures du secrétaire d'Etat sur l'accès des étudiants d'IUT au 2e cycle, la décision de ne plus agréer les maîtrises de sciences et techniques comme diplômes nationaux jusqu'à la rentrée 1976, la volonté de tronçonner la formation des maîtres en trois corps d'enseignants formés en dehors de l'université et celle de tendre vers la suppression du CAPES et de l'agreg. sous le prétexte fallacieux d'une résorption de l'auxilariat.

Comme on peut le voir, loin de vouloir délivrer une formation de haut niveau, débouchant sur une formation pré-professionnelle, ces cycles de formation seraient trois ensembles étroitement cloisonnés et aboutiraient à une course d'obstacles supplémentaires. Là encore l'objectif étant que l'université fournisse massivement au patronat des sous-cadres de niveau universitaire, étroitement adaptés à leur premier emploi mais sans réelle qualification ni diplôme national.

Le patronat de son côté refusant toujours de reconnaître les diplômes dans les conventions collectives - comme c'est le cas des IUT actuellement - par crainte de devoir les prendre en compte pour le versement des salaires.

qu'il s'en prend directement.

Ainsi, à Nancy, il fait casser les résultats des élections universitaires de six unités d'enseignement et de recherche. A Toulouse, il tente d'instaurer - en en faisant une expérience de caractère national - un scrutin direct qui aboutit à limiter la présence des élus étudiants. A Vincennes il décide de supprimer les diplômes délivrés aux non-bacheliers. A Caen il empêche un représentant du SNESup de devenir président d'université.

Il refuse d'accepter une représentation de l'UNEF au conseil national de l'enseignement supérieur (CNESER), il tente d'imposer dans certains conseils, en violation de la loi d'orientation, des représentants du patronat pour mieux les contrôler, comme il l'a fait à Compiègne. En fait, c'est un véritable sabotage de la Loi d'Orientation concernant la représentation étudiante qu'il tente !

Derrière le masque du libéralisme, c'est en fait l'autoritarisme qui constitue la ligne de conduite de monsieur Soisson.

Et n'est-ce pas dans la perspective des luttes des étudiants et de l'UNEF que son confrère Poniatowski réclamait l'ouverture des universités aux forces de police, et ainsi visait à supprimer les franchises universitaires et à réduire les prérogatives des conseils d'université !

La gravité du pas qui risque d'être franchi par le pouvoir contre l'Education Nationale et l'université nécessite la riposte la plus résolue, la plus puissante et la plus rapide des étudiants. Il faut en finir avec l'université-Soisson.

Les étudiants connaissent bien cette politique. C'est la même politique que celle que Guichard et Fouchet voulaient voir appliquer en leur temps, c'est la même politique que Fontanet voulait mettre en place.

Ce sont des attaques analogues auxquelles ont été confrontés les étudiants l'an dernier.

Le bilan d'une année de luttes des comités UNEF, depuis notre dernier congrès, illustre bien la détermination et la mobilisation constante des étudiants, la vigilance dont ils ont fait preuve pour défendre leurs intérêts et riposter immédiatement à toutes les tentatives gouvernementales.

- Les étudiants se sont battus pour défendre leurs conditions de vie.

A notre dernier congrès nous disions : " le 6 dans la rue, le 7 on continue !"

A notre appel, c'est par milliers que les étudiants, aux côtés des travailleurs, manifestaient le 6 décembre contre la vie chère. Cette manifestation devait donner le ton des luttes à venir.

Aucune tentative d'atteinte aux conditions de vie de l'étudiant n'est restée sans réplique massive. Le 5 février, 50 à 80 % des étudiants répondaient à l'appel de l'UNEF, de la FRUF et de l'UGE en boycottant les restaurants universitaires. Cette action massive, aboutissait au recul immédiat du ministère, et confirmait l'audience de l'UNEF auprès des étudiants et sa capacité à diriger leurs luttes. Avec le nouveau boycott des restaurants universitaires du 1er octobre, le succès obtenu par l'UNEF aux élections aux CROUS dans les conditions que tout le monde connaît, les étudiants ont fait de nouveau savoir à Soisson qu'ils n'entendaient ^{pas} laisser sans réponse les projets de liquidation des oeuvres universitaires. M. Soisson saura sans nul doute s'en souvenir.

- Pied à pied, les étudiants se sont battus pour battre en brèche les projets sélectifs du gouvernement.

La journée nationale de sit-in devant les rectorats le 20 février, la journée nationale d'action, de grève et de manifestation du 28 février, proposées par l'UNEF, le succès qu'elles ont rencontrées auprès des étudiants ont constitué le point de départ d'un vaste mouvement d'opposition à la réforme de M. Fontanet dont le seul objectif était d'éliminer le maximum d'étudiants à l'entrée de l'université puis au cours des cycles de formation.

Ce mouvement aurait sans nul doute pris une dimension plus importante sans l'évènement qu'ont constitué les élections présidentielles. C'est d'ailleurs grâce à l'UNEF que nombre d'étudiants se prononcèrent pour la satisfaction durable de leurs revendications en votant pour F. Mitterrand, candidat commun des partis signataires du programme commun.

- Pied à pied, les étudiants se sont battus pour que l'université dispense une réelle formation supérieure et assure un débouché correspondant à la qualification obtenue.

En février 1974, tous les IUT étaient en grève pour obtenir la reconnaissance du DUT dans les conventions collectives. A Paris, plus de mille étudiants manifestaient devant le siège du CNPF pendant qu'une délégation du Bureau National de l'UNEF y était reçue. M. Fontanet lui-même était obligé de reconnaître dans une déclaration que la revendication était justifiée. Cette lutte permettait de constituer le ferment d'un mouvement revendicatif qui est en train de se développer puissamment aujourd'hui.

Le 8 mars, c'est la quasi-totalité des étudiants d'Education physique et Sportive de France qui marchaient sur Paris, à l'appel de l'UNEF et du SNEP et venaient sous les fenêtres de M. Mazeaud réclamer les 3 000 postes mis au concours au CAPEPS.

En prépa, plus de 5 000 étudiants sur 6 000 manifestaient à Paris pour le rétablissement des équivalences. Sur les dix neuf membres de la coordination prépa, quatorze étaient membre de l'UNEF. La lutte commençait à peine à gagner la province que les étudiants obtenaient satisfaction.

- Pied à pied, les étudiants se sont battus pour arracher les Universités de la pénurie budgétaire dans laquelle le gouvernement tente de les maintenir.

A vinennes la lutte des étudiants, des enseignants, du personnel, avec leur conseil d'Université imposait le déblocage de 40 millions supplémentaires. A Saint Denis Villetaneuse, des crédits nouveaux étaient accordés pour que soient assurés des enseignements de Maîtrise de Sciences et Techniques, enseignement susceptible de donner des débouchés aux étudiants. La protestation unanime des présidents d'Université imposait à Soisson de lâcher une rallonge budgétaire, véritable ballon d'oxygène pour un grand nombre d'universités.

Les batailles nationales, sectorielles ou locales ont rythmé la vie des universités. Il n'est pas d'université qui n'ait connu de mobilisation des étudiants. Tous les étudiants ont agi pour défendre leurs revendications ; et le plus souvent ils l'ont fait grâce à l'UNEF.

C'est dans cette expérience de luttes que s'est forgée la détermination des étudiants. Forts des reculs qu'ils ont imposés aux ministères, ils sont aujourd'hui conscients de la force qu'ils représentent, quand, unis avec leur syndicat, ils exigent que soient satisfaites leurs revendications.

LA PUISSANCE ET L'EFFICACITE DES LUTTES DE CETTE ANNEE S'APPUIE SUR UNE DONNEE IMPORTANTE : LES ETUDIANTS VEULENT UNE AUTRE VIE D'ETUDIANT

Ne pas pouvoir s'inscrire à l'université par manque de moyens financiers, être obligé de se trouver un travail, de surcroît trop souvent inintéressant, pour payer ses études, recevoir un enseignement inadapté qui débouche sur le chômage, même quand on a le diplôme entre les mains : voici la réalité de l'université d'aujourd'hui que les étudiants combattent de plus en plus. Conscients de leur rôle futur de cadres de la nation, les étudiants veulent pouvoir se consacrer entièrement à leurs études, pouvoir vivre dans des conditions décentes, recevoir une formation de haut niveau qui débouche sur un véritable métier correspondant à leur formation. La légitimité de ces revendications n'est pas à démontrer. Elle se base sur le refus du gâchis existant actuellement à l'université entretenu par M. Soisson et surtout sur les besoins toujours croissants de notre pays moderne en cadres, en professeurs, en médecins, en techniciens. Les projets de M. Soisson tournent délibérément le dos à cette réalité ; l'UNEF, elle, prenant en compte ses revendications propose des solutions adaptées, applicables immédiatement.

Ces propositions visent en premier lieu à supprimer le salariat étudiant et à stopper la dégradation du pouvoir d'achat des étudiants, en même temps qu'à assurer à chaque étudiant une formation adaptée et à permettre aux Universités de fonctionner décemment

- L'amélioration de l'aide aux étudiants

. Le système des bourses s'avère aujourd'hui notoirement insuffisant quand on sait que plus d'un étudiant sur deux est contraint au salariat pour vivre, avec pour conséquence, l'échec aux examens ou l'abandon pur et simple des études. La

substitution au système actuel des bourses d'un système nouveau d'aide directe est devenue un impératif à la fois social et économique. C'est le sens de la proposition de l'UNEF, d'une allocation d'étude attribuée aux étudiants sur critères sociaux pour le premier cycle, sociaux et universitaires dans le deuxième et universitaires dans le troisième. Aujourd'hui, environ un étudiant sur deux en bénéficierait, son taux maximum, attribué aux étudiants ne bénéficiant d'aucune ressource, serait égal au montant du budget type mensuel d'un étudiant. Pour en assurer le financement, en plus de l'augmentation des crédits alloués actuellement aux bourses, des ressources nouvelles peuvent être dégagées en imposant les principaux bénéficiaires de la formation supérieure, à savoir les grandes entreprises industrielles, bancaires et commerciales employant des salariés diplômés de l'enseignement.

. Une telle aide directe ne peut être la seule dont puissent bénéficier les étudiants. Des besoins spécifiques, tenant aux conditions d'études et d'existence propres aux étudiants, ne peuvent être satisfaites qu'au moyen de l'aide indirecte en premier plan par le maintien et l'extension des oeuvres universitaires. L'aide indirecte constitue le moyen de réduire le coût des études ; c'est la forme d'aide la plus économique. Allocation d'étude et oeuvres universitaires ne sont pas des formes d'aide concurrentes mais au contraire étroitement complémentaires. Il suffit de mesurer les conséquences qu'aurait la suppression des oeuvres sur le budget type de l'étudiant pour mesurer la gravité du projet Soisson.

- Un enseignement de qualité.

Celui-ci n'est pas compatible avec l'existence du numerus clausus à l'entrée de l'université. L'entrée à l'Université doit rester le prolongement normal de l'enseignement secondaire. Pour permettre d'évincer tout barrage existant, il est nécessaire

de rétablir les sursis, et surtout de maintenir au baccalauréat sa valeur de premier diplôme universitaire permettant l'accès de l'étudiant dans la faculté et la filière universitaire de son choix. Cette suppression de tout numerus clausus est valable également au niveau de l'entrée du deuxième et du troisième cycle. L'étudiant ayant obtenu son DEUG doit pouvoir librement s'inscrire dans le deuxième cycle de son choix afin de lui permettre d'approfondir sa formation.

De plus, un enseignement de qualité ne peut se concevoir dans des universités, qui sont petit à petit asphyxiées par la pénurie budgétaire dont souffre chacune d'entre elle. Une augmentation de la part du budget de l'état réservé aux universités, comme le réclament également les syndicats de professeurs et du personnel, doit être envisagée afin de permettre la création de postes de professeurs et assistants en nombre suffisant et de doter chaque faculté de moyens modernes pour y dispenser un meilleur enseignement.

- Une université pour un métier.

Trop de diplômes universitaires, notamment des DUT et BTS, ne sont pas reconnus par les conventions collectives et n'ont aucune valeur sur le marché du travail. L'université doit sanctionner les années d'étude passées en son sein par la délivrance d'un diplôme qui ait une valeur nationale et qui permette de trouver un métier qui corresponde au niveau de qualification des études qu'il sanctionne.

Par rapport à l'évolution des besoins actuels, la création de nouvelles filières de formation sont à envisager, notamment par la création de Maîtrise de Sciences et Techniques en Lettres et en Sciences. Le doublement des postes aux concours permettraient de répondre à un manque important en nombre de professeurs de toutes disciplines qui font cruellement défaut dans l'Education Nationale,

LUTTER POUR CES SOLUTIONS

- Ces solutions sont réalistes :

Ces solutions proposées par l'UNEF permettent de sortir l'Université de l'impasse dans laquelle l'a mise la politique du gouvernement. Ces solutions sont réalistes et applicables immédiatement. Il faut contraindre M. Soisson à les appliquer. Pour cela la lutte unie et permanente des étudiants est nécessaire, multipliant leurs actions avec leur syndicat pour l'amélioration de leurs conditions de vie, pour l'accroissement des moyens donnés aux universités et pour assurer un avenir qu'ils sont en droit d'attendre de l'Université.

- Elles répondent aux besoins du pays :

Non seulement applicables immédiatement, ces solutions répondent aux besoins de notre pays. En effet, la France, pays riche, moderne, face aux progrès scientifiques et techniques, a besoin d'assurer un relèvement constant du niveau de connaissances et de culture de l'ensemble de la population. L'Université est le moyen le plus efficace d'y contribuer. L'économie moderne multiplie sans cesse les besoins en spécialistes de tous genres dont la formation doit être assurée par l'Université. C'est dire que l'Université est un investissement rentable pour la nation et que les revendications des étudiants dépassent leur propre intérêt et concerne l'ensemble de la population.

62^e CONGRES



3 - AUJOURD'HUI, LES CONDITIONS SONT REUNIES POUR FAIRE RECULER
MONSIEUR SOISSON SUR SES PROJETS ET L'OBLIGER A PRENDRE EN
COMPTE NOS REVENDICATIONS

1 - LES CARACTERISTIQUES DES LUTTES DES ETUDIANTS SE SONT
CONFIRMEES

Les caractéristiques nouvelles des luttes analysées, lors du 61ème Congrès de l'U. N. E. F. se sont largement confirmées tout au long de l'année 1974.

Nous montrions à NANTERRE, en novembre 1973, combien le mouvement étudiant français avait changé de visage. C'est encore plus vrai aujourd'hui. Et ce ne sont pas des campagnes de presse, qui hier, accusaient les étudiants d'être des "casseurs", et aujourd'hui, les montrent comme des "dépravés", qui pourront changer cette réalité.

Plus que jamais, les étudiants, pareils aux autres catégories de la population se défendent contre les mesures gouvernementales, et recourent à l'action revendicative de masse dépassant les solutions individuelles ou utopiques, l'ennui et le découragement pour prendre les choses en main collectivement.

Plus que jamais, c'est en terme de lutte et de luttes de masses, que chacun des problèmes est abordé ; se développant à partir d'objectifs précis, mettant en cause la responsabilité gouvernementale, les luttes engagées, ont été profondément marquées par la volonté d'aboutir.

Unifiant leurs forces, fixant des étapes à leurs luttes, pour éviter tout pourrissement les étudiants se sont fixés le but de faire céder le gouvernement et d'obtenir des négociations, considérant celles-ci non plus comme une concession mais comme un moyen de lutte dans le cadre d'un rapport de force favorable.

Dans le même temps, les étudiants ont tout fait pour ne pas permettre qu'on les isole, pour mettre la masse de la population dans la bataille à leurs côtés. Dans ce sens, leur souci de faire la jonction avec les organisations représentatives des travailleurs s'est largement confirmé.

L'évolution positive du mouvement étudiant, les progrès considérables qui se sont poursuivis, découlent pour une large part, de l'existence et du développement du syndicat, depuis plusieurs années. Il a contribué à la maturation du mouvement étudiant.

2 - Si aujourd'hui les conditions existent pour faire reculer Monsieur SOISSON, sur ses projets, et l'obliger à prendre en compte nos revendications, c'est parce que nous avons fait franchir à l'U. N. E. F. une étape décisive, parce que l'U. N. E. F. est devenue aujourd'hui le grand syndicat national des étudiants.

Monsieur SOISSON d'ailleurs ne s'y trompe pas, lui qui aujourd'hui concentre ses attaques contre l'U. N. E. F., tente à tout prix d'amoin- drir sa représentation dans les instances élues, et essaie de créer une contre-U. N. E. F. , en procédant lui-même au regroupement de tous les groupes dits modérés, qui subsistaient à l'université.

3 - La mise en place des SERVICES DE L'U. N. E. F.

a) En décidant à notre 61ème Congrès de créer et de développer des Services pour aider les étudiants, en décidant d'animer par des Comités d'Amphithéâtre, la vie des U. E. R. et des Campus, en décidant d'inten- sifier le travail de nos élus pour une défense plus efficace et plus permanente des étudiants, nous permettions au Mouvement Etudiant de faire l'expérience concrète de ce qui fait le soubassement quotidien du travail de tout syndicat, et de participer à la prise en charge collective de cette entraide permanente.

Ces milliers de gestes de portées limitées, ces milliers d'actions qui resteront inconnues, mais qui portent en elles l'espoir de dizaines de milliers d'étudiants, ont montré l'efficacité de l'U. N. E. F. du syndicat étudiant, ont montré la nécessité d'être encore plus près de chaque amphi et classe de T. D.

Aujourd'hui, les étudiants ne bénéficient plus seulement de l'expérience revendicative d'une lutte nationale lancée pour quelques semaines, mais peuvent concrètement s'appuyer sur des luttes locales permanentes formatrices dans une lutte nationale.

3 - Au travers de ses campagnes, l'U. N. E. F. a permis que les étudiants perçoivent mieux les solutions nationales, susceptibles d'améliorer leur condition, tout en facilitant l'élaboration locale des revendications propres à chaque université à chaque catégorie d'étudiants.

En donnant un contenu sensiblement plus positif et offensif à leurs plateformes revendicatives, l'U. N. E. F. permettait une union plus grande des étudiants, sur une base plus claire, et l'établissement des relations importantes et sur pied d'égalité entre les grandes centrales de travailleurs et les étudiants.

En se donnant des mots d'ordre clairs, en engageant l'action sur des revendications précises, l'U. N. E. F. se donnait les moyens d'un soutien effectif, de la population et des diverses forces non universitaires.

4 - En précisant les étapes de la lutte, la nécessité du débouché de la bataille, l'U. N. E. F. a permis de faire progresser chez les étudiants l'importance de la négociation ^{non pas} comme une concession ou une compromission mais comme un moyen de faire aboutir la revendication dans le contexte d'un rapport des forces favorables aux étudiants

5 - En demandant en permanence aux étudiants de s'organiser pour se défendre, l'U. N. E. F. a fait progresser l'idée non seulement de l'organisation de la lutte, mais la nécessité même de recourir en permanence au syndicat.

C'est là un aspect très sensible de la lutte de nos camarades d'I. U. T. ou d'E. P. S.

On le voit, l'U. N. E. F. a permis à chaque étape de la lutte la capitalisation des acquis du mouvement étudiant face au gouvernement, favorisant la progression du niveau de conscience des étudiants dans chaque lutte.

Ces caractères nouveaux du rôle et de la place de l'U. N. E. F. se sont affirmés tout au long de l'année 1974, et ont permis de consolider le mouvement étudiant.

Les élections universitaires en sont l'illustration la plus éclatante.

LES ELECTIONS UNIVERSITAIRES SONT LA PREMIERE GRANDE RIPOSTE NATIONALE DES ETUDIANTS AUTOUR DE LEUR SYNDICAT

Les élections universitaires ont été l'occasion d'un mouvement d'une ampleur sans précédent à l'Université. Avec 62 % des suffrages exprimés contre 27 % l'an passé, l'U. N. E. F. fait un bon considérable, en devenant majoritaire au plan national. Doublant ses voix par rapport à l'année précédente elle progresse dans tous les domaines, confirmant sa première place en LETTRES, SCIENCES, SCIENCES ECONOMIQUES, I. U. T. , E. P. S., devenant pour la première fois, majoritaire en DROIT, et première association d'Etudiants en MEDECINE.

Cette progression étant d'autant plus significative, qu'elle s'accompagne d'une augmentation de la participation au vote de près de 10 %.

L'U. N. E. F. ATTEINT LE SCORE JAMAIS ATTEINT DE 2 000 ELUS.

Cette augmentation est d'autant plus notable, que tout a été fait cette année encore, pour décourager les étudiants d'aller voter. Le "boycott du pouvoir" a consisté à étaler les élections sur trois mois entre le 1er novembre et le 1er février, à refuser d'en faire de grandes élections nationales, à empêcher qu'une confrontation publique ait lieu sur les ondes et à l'O. R. T. F.

D'autre part, s'y est ajouté cette année, un climat de pressions diverses, d'intimidations envers les candidats de l'U. N. E. F. (chantage aux examens, et saccage des locaux de l'U. N. E. F., à TOULOUSE et NANCY notamment) de violences contre les étudiants (à ROUEN et SCIENCES PO)

LA CONFIANCE DES ETUDIANTS

Ces élections montrent la confiance massive dont ont bénéficiés les candidats "AIDE ET DEFENSE DES ETUDIANTS", présentées ou soutenues par l'U. N. E. F., dans pratiquement toutes les universités, et dans de très nombreux secteurs d'études.

LE REFUS DE L'AUSTERITE

Ces résultats signifient qu'à l'initiative de l'U. N. E. F., un débat de masse sans précédent a traversé l'Université. La grande majorité des étudiants a exprimé son refus de voir se prolonger la situation actuelle, a sanctionné l'austérité et la sélection sociale du pouvoir et a affirmé la volonté de changement à l'Université.

UN AVERTISSEMENT A MONSIEUR SOISSON

Ces élections ont été un sévère avertissement à Monsieur SOISSON, dont il a dû tenir compte, au point de reculer la mise en place de mesures sélectives, qu'il préparait.

L'APPROBATION DES SOLUTIONS DE L'U. N. E. F.

D'autre part, le nombre de voix U. N. E. F. montre l'approbation majoritaire de nos solutions par les étudiants.

Un nouveau rapport de forces est créé qui est un tremplin pour l'aboutissement des revendications essentielles des étudiants.

- L'allocation d'étude, pour les étudiants en ayant besoin,
- Un budget décent pour les Universités,
- La création de diplômes nationaux à finalité professionnelle.

LA VOLONTE D'ABOUTIR

Les étudiants, par leur vote, ont confirmé l'U. N. E. F. au devant de la lutte à l'Université, comme porteur et défenseur de leurs revendications.

C'est là, la manifestation d'un niveau de conscience et de combativité jamais atteints jusqu'ici, s'agissant d'un mouvement profondément revendicatif.

Plus encore, le vote en faveur des candidats "AIDE ET DEFENSE DES ETUDIANTS", présentés ou soutenus par l'U. N. E. F, était un acte syndical d'un niveau élevé.

Ces résultats témoignent de l'autorité nouvelle, et de la confiance accrue dont le syndicat bénéficie aujourd'hui, parmi les étudiants.

De ce point de vue, on peut dire que les élections universitaires, marquent un progrès qualitatif dans le caractère des luttes des étudiants.

C'EST LA PREMIERE GRANDE RIPOSTE DES ETUDIANTS GROUPES DE MANIERE CONSCIENTE ET COHERENTE AUTOUR DE LEUR SYNDICAT, AVANCANT DES SOLUTIONS NATIONALES FACE AUX POUVOIRS PUBLICS.

62° CONGRES**unef**

EN PERMETTANT LE RASSEMBLEMENT MASSIF, UNI ET DETERMINE DES ETUDIANTS, les élections universitaires ont modifié le rapport des forces à l'Université, dans un sens favorable aux étudiants, et à leurs revendications. Elles constituent un puissant tremplin pour le développement des luttes majoritaires, capables d'obliger Monsieur SOISSON à céder sur les revendications étudiantes, à prendre en compte nos solutions.

C'est parce que les élections universitaires représentaient cette union des étudiants dans la lutte, organisée par l'U. N. E. F., c'est parce que les étudiants avec l'U. N. E. F. représentent une force considérable, que le Secrétariat d'Etat aux Universités a été contraint pour la première fois depuis dix ans, d'accepter des discussions avec le Bureau National de l'U. N. E. F. sur un ordre du jour détaillé, sur un calendrier de travail précis.

C'est parce que les étudiants ont contraint Jean Pierre SOISSON à tenir compte du rapport des forces, qu'ils avaient créé, que le Secrétaire d'Etat aux Universités, a dû ouvrir des négociations avec l'U. N. E. F.

4 - AUJOURD'HUI, LA LUTTE SE DEVELOPPE CONTRE LE PLAN SOISSON

Parce que les expériences précédentes de travaux paritaires (ceux de la Commission MALLET en 1969, sur l'aide de l'Etat aux Etudiants, ceux de la Commission PAULIAN en 1972, sur la Formation des Maîtres), ont montré que, même contraint à la négociation, il fallait forcer le Gouvernement à la faire aboutir, parce que même contraint à discuter avec nous, les décisions les plus récentes du Secrétaire d'Etat aux Universités démentent ces propos pseudo-libéraux, nous savons que c'est par la pression des luttes que nous pourrons voir aboutir nos revendications, voir appliquer nos solutions.

Plus que jamais, il faut agir pour imposer à Monsieur SOISSON la prise en compte jusqu'au bout des problèmes des étudiants, des solutions, pour lesquelles ils nous ont mandatés

Nous appelons les étudiants de FRANCE à rejoindre la lutte des étudiants d'E. P. S. contre le projet MAZEAUD-SOISSON, pour l'obtention de 3 000 postes au C. A. P. E. P. S.

Nous appelons les étudiants de FRANCE à rejoindre la lutte des étudiants en I. U. T., qui manifestent pour la reconnaissance du D. U. T. dans les Conventions Collectives.

Nous appelons les étudiants de FRANCE à rejoindre l'action engagée par les étudiants de NICE, CLERMONT FERRAND, ANGERS, MARSEILLE, contre les D. E. U. G. S. sélectifs, pour de réels débouchés universitaires.

Nous appelons les étudiants de FRANCE à rejoindre la lutte des milliers de leurs camarades qui ont déjà voté U. N. E. F. - F. R. U. F. - U. G. E. aux élections aux C. R. O. U. S.

D'ores et déjà, je peux annoncer au Congrès qu'à NICE, LYON, TOULOUSE, NANCY, METZ, LILLE, PERPIGNAN, RENNES, REIMS, TOURS, BORDEAUX, AIX, LE HAVRE, LIMOGES, MONTPELLIER, MARSEILLE, et GRENOBLE, les listes U. N. E. F. - F. R. U. F. - U. G. E. arrivent largement en tête, nous assurant une avance nationale de près de 12 000 voix sur la liste de division qui nous oppose et près de 50 % des suffrages.

D'ores et déjà, nous avons gagné les élections aux C. R. O. U. S. dans les Universités de province.

D'ores et déjà, une majorité d'étudiants s'est prononcée contre la liquidation des C. R. O. U. S. telle que la préconisait Monsieur SOISSON

Nous appelons les étudiants de STRASBOURG et de PARIS à poursuivre en l'amplifiant le score initial que nous réalisons en Province.

Et à ce propos, je voudrais dire du haut de cette tribune, combien nous avons apprécié les efforts déployés par le Secrétaire d'Etat pour nous mettre en difficulté tant en ce qui concerne la préparation de notre Congrès que la tenue des élections aux C. R. O. U. S.

Coïncidence de dates entre notre 62^{ème} Congrès et 15 élections aux C. R. O. U. S., invalidation de notre liste à CAEN pour un prétexte fallacieux, intervention des recteurs de BORDEAUX et de LIMOGES pour repousser les dates de dépôt de listes et permettre ainsi à cette liste de division de se présenter, interventions et pressions diverses de recteurs et directeurs de C. R. O. U. S. auprès de nos candidats pour nous empêcher d'être présents activement le jour des votes, et j'en passe...

Malgré ces tentatives de Monsieur SOISSON, malgré l'ursupation du sigle U. N. E. F., malgré la volonté de diviser les étudiants face au pouvoir, malgré les méthodes employées par cette C. F. T. étudiante les étudiants ont exprimé massivement leur refus du projet SOISSON et leur soutien à l'allocation d'étude au maintien et à l'extension des Services des C. R. O. U. S.

Chers camarades,

Nous avons un bilan d'activité depuis notre dernier Congrès, qui est riche, très riche même. Aujourd'hui, nous avons à tirer toutes les conclusions de nos actions tant en ce qui concerne l'orientation de nos luttes, que par rapport au développement propre de l'U. N. E. F.

Nous devons veiller à tenir compte dans notre réflexion collective non pas seulement des luttes de ces dernières semaines, mais des luttes de près de 18 mois d'une activité en permanence, au service des étudiants. Dans cette ville de LYON, où il y a 30 ans voyait la naissance du début du syndicalisme étudiant, nous pouvons être fiers d'avoir reconstruit l'U. N. E. F. et de l'avoir faite progresser jusqu'au point où nous sommes aujourd'hui.

Nous pouvons sans triomphalisme, être fiers d'être redevenus ce syndicat étudiant, dont vous serez pour trois jours, les délégués étudiants.

VIVE LE 62^{ème} CONGRES DE L'U. N. E. F.